

TRUMP : L'ARROGANCE DES MILLIARDAIRES

HANDICAP : LES LOIS SUR
L'ACCESSIBILITÉ INAPPLIQUÉES
DEPUIS 50 ANS

RÉVOLUTIONNAIRES

26 23 JANVIER 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**Travailleurs de tous
les pays, plus que
jamais, solidarité
Palestine !**

Dimanche 19 janvier, pour la première fois depuis 470 jours, Israël n'a pas bombardé Gaza. On ne peut que partager le soulagement de la population palestinienne touchée par la faim et les épidémies. Ce cessez-le-feu a été concédé par Israël. Mais nul doute que sa politique de colonisation, d'apartheid et de nettoyage ethnique, de Gaza à la Cisjordanie, du sud du Liban au plateau du Golan syrien ne s'arrêtera pas. Moins de deux jours après le cessez-le-feu à Gaza, l'armée israélienne a lancé une opération militaire sur le camp palestinien de Jénine en Cisjordanie et des colons israéliens ont attaqué des villages palestiniens avec la bénédiction de l'armée israélienne.

LA SALE GUERRE D'ISRAËL CONTRE LES PALESTINIENS CONTINUE

Lors de l'annonce de la signature imminente d'une trêve, l'aviation israélienne avait bombardé au moment même où des Palestiniens prenaient la rue pour exprimer leur soulagement, faisant 80 morts. Un acte terroriste de plus pour signifier que cette trêve n'est qu'un répit fragile et que les Palestiniens restent des réfugiés sur leur propre terre.

La bande de Gaza est dévastée : 70 % des habitations sont endommagées, la plupart des écoles et des hôpitaux sont détruits, au moins 48 000 Palestiniens sont morts. La guerre menée par Israël est une guerre contre le peuple palestinien tout entier pour le faire fuir ou l'exterminer. C'est un génocide qui

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 3	INTERNATIONAL	p. 4-5	DOSSIER	p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES	p. 8-9	VIE DU PARTI	p. 10	CULTURE	p. 10-11	NPA JEUNES	p. 12
Éditorial Travailleurs de tous les pays, plus que jamais, solidarité Palestine !		Cessez-le-feu en Palestine : restons mobilisés aux côtés des peuples palestinien et libanais		HANDICAP : LES LOIS SUR L'ACCESSIBILITE INAPPLIQUÉES DEPUIS 50 ANS L'accès aux droits, un parcours du combattant ! Inclusion scolaire : tout reste à faire Discriminations au travail		Des directions syndicales bien timorées ! Fermetures de sites, licenciements et suppressions de postes : la politique que nous proposons Éducation nationale : derrière les effets d'annonce, les attaques gouvernementales se poursuivent	Automobile : à Caen comme à Mulhouse, on se les gèle à Stellantis ! Après Vencorex, les salariés d'Arkema mobilisés contre les licenciements Santé : à l'AP-HP aussi, l'absence de budget sert de prétexte pour imposer des millions d'économies Mégabassines : du gaz dans l'eau...	Législatives partielles en Isère : contre les politiques patronales, sexistes et racistes, ne comptons que sur nos luttes		50 ans de la loi Veil légalisant l'IVG : une victoire pour les droits des femmes... malgré toutes ses limites Deux livres <i>Ne jamais renoncer – Vaccins ARN, Covid : L'autobiographie de la femme qui a sauvé des millions de vies,</i> Katalin Karikò <i>Danse avec tes chaînes,</i> Anaëlle Jonah « Les enfants de la Creuse » un scandale d'État encore méconnu	Frontex : vingt ans de bras armé contre les migrants Les coupes budgétaires frappent les universités. Allons chercher l'argent dans les poches du patronat ! Après Twitter, Facebook se couche devant Trump		
Un budget d'austérité pour les classes populaires et de cadeaux pour le patronat		France-Algérie : à démagogie, démagogie et demie											
Le PS soutient Bayrou... mais qui l'aide à jouer ce rôle funeste ?		Investiture de Trump : cadeaux aux riches mais aussi attaques contre les travailleurs. Pas dit qu'il y arrive !											
Dédiabolisation du RN... la messe est dite !		La loi du plus fort ?											
Sur fond de misère, Nouméa se vide, les bidonvilles grossissent		Incendies à Los Angeles : <i>Leur système ne peut pas nous protéger</i>											
Mayotte : absence de moyens et guerre aux plus pauvres													

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

n’a pas commencé comme représsailles à l’attaque du 7 octobre : l’État d’Israël est né de cet apartheid et de ce nettoyage ethnique qu’il poursuit jusqu’à aujourd’hui.

Cette sale guerre s’étend à toute la région : Cisjordanie, Liban, Syrie, Yémen, Iran ont été occupés ou bombardés cette année. L’État israélien sort renforcé militairement mais au prix de massacres qui le disqualifient moralement.

LA RESPONSABILITÉ DES GRANDES PUISSANCES OCCIDENTALES

Joe Biden a récemment révélé que lorsqu’il a fait part de ses inquiétudes sur la stratégie du « tapis de bombes », Netanyahu a répondu qu’il s’inspirait des bombardements intensifs de Berlin, Dresde, ou Hiroshima. L’impérialisme américain n’a jamais lésiné sur les massacres pour terroriser les populations civiles. Et pas seulement en Allemagne ou au Japon, mais aussi au Vietnam, en Afghanistan et en Irak. De même que son allié français en Algérie.

La guerre coloniale d’Israël s’inscrit dans cette lignée de crimes impérialistes. Sans le soutien actif des États-Unis et de puissances secondaires comme la France, Israël n’aurait pas pu mener à bien ses opérations génocidaires.

Comble du cynisme, ce cessez-le-feu intervient à quelques heures de la passation des pouvoirs aux États-Unis, de telle manière que Biden et Trump peuvent s’en présenter comme les artisans. Preuve s’il en fallait qu’ils auraient pu à n’importe quel moment imposer à Israël d’arrêter le massacre. Mais ils ne l’ont pas fait, trop intéressés de flatter leur chien de garde dans la région et de l’encourager à affaiblir leurs adversaires comme l’Iran et ses alliés.

EN FINIR AVEC LA LOI DE LA JUNGLE CAPITALISTE

Les grandes puissances occidentales se présentent comme le camp de la démocratie et du droit international. Mais en Palestine comme hier en Irak, au Vietnam ou en Algérie, ils apparaissent aux yeux du monde pour ce qu’ils sont : le camp du génocide et de la loi du plus fort. Mais le plus fort ne sera pas éternellement celui qui a les bombes les plus modernes. Les plus forts sont ceux qui produisent tout sur cette planète – y compris les armes. Ce sont les travailleurs et les travailleuses, qui eux, contrairement à leurs exploiters, n’ont aucun intérêt à monter les peuples les uns contre les autres, aucun intérêt à déclencher des guerres sans fin pour dominer une région riche en pétrole. Partout dans le monde, amplifions les mobilisations pour le droit des Palestiniens à l’existence, la fin du blocus de Gaza, la fin de l’apartheid et de la colonisation. Pour que le naufrage moral des puissances occidentales en Palestine devienne un naufrage politique, que l’année 2025 soit celle où se dressent les classes populaires face à la dictature des milliardaires !

• 23/01/2025

Un budget d’austérité pour les classes populaires et de cadeaux pour le patronat

Parlant de l’aide médicale d’État – l’AME, qui permet de garantir un minimum de soins aux migrants sans papiers –, Bruno Retailleau, le ministre de l’Intérieur, a déclaré : « On y touchera. » Il ne faudrait pas que ce refrain de l’extrême droite soit l’exclusivité du RN ! « On y touchera » donc, au risque de laisser des êtres humains sans soins, de laisser des maladies contagieuses se propager. Toute cette saloperie démagogique pour un budget total d’1,2 milliard d’euros. À comparer au total des aides publiques aux entreprises, c’est-à-dire à leurs actionnaires, estimé entre 140 et 230 milliards d’euros !

Voilà qui donne le ton de ce que sera la politique « sociale » du gouvernement Bayrou ! On est loin des « avancées » qu’a voulu voir le PS dans le gel des suppressions de postes prévues dans l’Éducation nationale et dont la réalité s’annonce d’ailleurs problématique (voir notre article page 8).

Rien que la loi spéciale votée en décembre dernier pour permettre à l’État de fonctionner en attendant le vote du budget aura permis, en deux mois, 2,5 milliards d’euros d’économies. En effet, les dépenses des ministères sont plafonnées à celles de l’an dernier, avec interdiction d’entreprendre quelque chantier que ce soit, d’embaucher un seul fonctionnaire, d’assurer une quelconque promotion, même si elle était prévue au calendrier. Une situation que Bayrou surveille avec appétit : sur un an, cela représenterait 15 milliards, pris directement sur le fonctionnement des services publics et la masse salariale des fonctionnaires.

LE PS SOUTIENT BAYROU... MAIS QUI L'AIDE À JOUER CE RÔLE FUNESTE ?

Toute la presse a relevé que le PS a sauvé la mise au gouvernement Bayrou en ne votant pas la motion de censure déposée par LFI, et la polémique menée par cette dernière contre son allié au sein du NFP.

Outre le PS, le RN, la droite et les macronistes soutiennent eux aussi la formation du gouvernement Bayrou : chacun à sa manière, ces partis sont étroitement liés aux intérêts du patronat.

Le jeu joué par le PS consiste à faire croire qu’il est possible de jouer sur deux tableaux avec le pouvoir en place : faire pression sur lui d’abord, pour arriver en fin de compte, en interlocuteur « responsable », à un accord acceptable en ayant arraché des concessions. Quant à cette « conférence sociale » sur les retraites, le résultat est écrit d’avance : si les syndicats n’acceptent pas de s’aligner sur le projet du Medef, Bayrou a d’emblée annoncé qu’il présenterait son propre projet de loi... qui « maintiendra l’équilibre financier », en clair le respect absolu des principales exigences du patronat.

LFI affiche a contrario une posture de rupture avec Bayrou et Macron, d’où la motion de censure dont elle savait à l’avance qu’elle ne pourrait aboutir, quelle que soit

l’attitude du PS, étant donné le feu vert du RN à la formation du gouvernement.

Aujourd’hui, LFI se plaint de l’inconséquence du PS, mais c’est elle qui l’a ressuscité avec les accords qui ont conduit à la Nupes puis au NFP, et qui ont fait renaître le PS de ses cendres.

Mais un NFP aligné sur LFI, ou même une majorité parlementaire de gauche, ne s’attaquerait en rien à la racine du problème : la domination du grand patronat sur le fonctionnement de l’économie et de la société tout entière. Sans la mobilisation dans la rue de toutes les énergies du monde du travail, aucune avancée réelle dans le rapport de force ne se produira. C’est cette mobilisation qu’il faut mettre à l’ordre du jour, à l’opposé de toutes les alliances avec les faux amis et vrais ennemis des travailleurs !

PAR ÉDOUARD MCBEYNE • 21/01/2025

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 26 • 23 JANVIER 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU
CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548
TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

DÉDIABOLISATION DU RASSEMBLEMENT NATIONAL... LA MESSE EST DITE !

À la messe d'hommage à Jean-Marie Le Pen à Paris le 16 janvier, il n'a pas été permis à tous les fachos de communier. Parmi les refoulés par les gros bras du service d'ordre lepéniste : le raciste et bateleur de théâtre Dieudonné, Yvan Benedetti, ancien membre de l'organisation Œuvre française (exclu du Front national en 2011 et qui s'affirmait il y a quelques années « antisémite et anti-juif »), Jérôme Bourbon le directeur du journal antisémite Rivarol, Thomas Joly, patron du Parti de la France et grand admirateur de Pétain.

Ces têtes de gondoles de l'extrême droite version « Le Pen père » ont visiblement été jugées non compatibles avec la version « Le Pen fille » dont le credo est la « normalisation » du Rassemblement national. La sélection n'a quand même pas été totale, pour preuve la présence d'anciens du GUD, dissout en juin, comme Axel Loustau, ou des représentantes du groupuscule identitaire Nemesis. Il faut dire que cette nouvelle génération rend bien des services à toute la fachosphère que le patron de l'UDR Éric Ciotti et celui de Reconquête Éric Zemmour, eux aussi présents à l'office, contribuent largement à faire vivre, malgré les multiples nuances et l'esprit de chapelle pourtant bien ancré à l'extrême droite.

Extrême droite, droite radicale, droite tout court... les frontières sont de plus en plus poreuses, notamment grâce au sponsoring de grands bourgeois comme Bolloré. Pour preuve, la présence à la messe d'un représentant officiel du gouvernement Bayrou. Le ministre des Relations avec le Parlement s'était annoncé, c'est finalement son directeur de cabinet, sans doute moins voyant, qui a franchi les portes de l'église du Val-de-Grâce. Qu'importe, la « République » a ainsi dit amen pour l'âme du défunt, tortionnaire en Algérie, condamné de multiples fois pour racisme, injures homophobes, apologie de crimes de guerre et négation de crimes contre l'humanité. Des prières ont-elles été rajoutées au moment de l'eucharistie du style « s'il-te plaît Marine, ne fais pas tomber tout de suite le gouvernement » ?

PAR MARIE DAROUEN • 21/01/2025

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

3^{èmes}
RENCONTRES D'ÉTÉ
RÉVOLUTIONNAIRES

POUR S'INSCRIRE



ATELIERS · FORMATIONS · MEETINGS
23 - 27 AOÛT 2025 LOT & GARONNE

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

KANAKY

Sur fond de misère, Nouméa se vide, les bidonvilles grossissent

Une camarade kanak travaillant à Nouméa dresse un tableau saisissant de la précarité des conditions de vie des Kanak après les émeutes provoquées par la décision de Macron d'élargir le corps électoral et de rendre ainsi les Kanak encore plus minoritaires sur leurs propres terres. Non content de réprimer, l'État laisse la situation pourrir. Le chômage et la misère chassent les Kanak de Nouméa, pendant que la dirigeante d'extrême droite de la province Sud, Sonia Backès, supprime les allocations et restreint l'accès aux services sociaux.

>> QUELLE EST L'AMBIANCE QUI RÈGNE AUJOURD'HUI À NOUMÉA ?

Depuis les émeutes, les rassemblements sont interdits. À Nouméa, à 4 heures, toutes les boutiques sont fermées. L'autre jour, je voulais manger un nem et j'ai dû aller jusqu'à la sortie de Nouméa, à la Vallée-du-Tir. C'était le seul magasin... Plus personne en ville et il ne reste que quatre lignes de cars pour le Grand Nouméa !

>> LES MARCHÉS, COMME LE MARCHÉ DES ÎLES¹, EXISTENT-ILS ENCORE ?

Les petits marchés populaires se multiplient et leur fréquence augmente. Il y a partout de ces petites baraques où l'on vend de quoi manger pour pas cher. C'est pareil à Lifou. Il n'y a plus de travail, ici. Beaucoup sont retournés aux îles.

Mais du côté de l'Anse Vata, de la Baie des Citrons¹ ça n'a pas changé : c'est un autre monde ! Ils n'ont pas été touchés, eux. Mais on y sent le racisme. Si tu te promènes avec le drapeau kanak sur le tableau de bord, on te regarde de travers !

>> QUELLE EST LA SITUATION DES JEUNES KANAK ?

Les jeunes sont obligés de rentrer dans les tribus. Beaucoup ont quitté Nouméa à cause du chômage. Beaucoup de ceux qui étaient sur les barrages ont la trentaine et sont désabusés. Ils sont conscients qu'il faut faire des études, ils reviennent et ils ne trouvent pas de travail.

>> COMMENT SE SONT PASSÉS LES MOIS D'ÉTAT D'URGENCE ? EST-CE QU'IL Y A DES ZOREILLES³ QUI SONT REPARTIS EN FRANCE ?

Une copine qui travaille dans la santé m'a dit que, dans son service, plusieurs soignants kanak sont restés pendant quinze jours au travail nuit et jour ! Les zoreilles ont eu peur et ne sont pas venus travailler. Dans la santé, infirmiers, docteurs, oui, beaucoup sont partis. Il n'y a plus de docteurs en brousse, ni dans les deux hôpitaux, à Koumac et à Poindimié. Les gens sont obligés de venir à Nouméa.

1. On y trouve des produits provenant des îles Loyauté.
2. Il s'agit de quartiers blancs, riches, de bord de mer.
3. Expression qui désigne les colons blancs.



CORRESPONDANT

>> TRAVAIL, LOGEMENT : QUELLE EST LA SITUATION À NOUMÉA ?

C'est le chômage et ça n'embauche pas les Kanak. Par exemple, dans le nouveau grand magasin Hyper U de Païta, il n'y avait aucun Kanak, il a fallu un communiqué du FLNKS pour faire pression pour en embaucher. Les gens manquent de riz, de sucre, de produits de première nécessité.

>> LES SQUATS AUTOUR DE NOUMÉA SE SONT-ILS AGRANDIS ?

Ça a poussé comme des petits pains. Tous ceux qui ne peuvent plus payer un loyer à cause du chômage ont préféré se faire un logement avec quatre tôles. C'est partout qu'il y a des constructions comme ça. Et maintenant, Sonia Backès, celle qui dirige la province Sud, a déjà commencé à supprimer l'aide médicale et toutes les aides. Ça va empirer quand il y aura la rentrée des enfants : la cantine, les transports, elle va supprimer toutes les aides.

• 20/01/2025

>> SUR LE SITE

Le texte ci-dessus est extrait d'une interview complète disponible sur notre site à l'adresse :

npa-revolutionnaires.org/interview-sur-fond-de-misere-noumea-se-vide-les-bidonvilles-grossissent



MAYOTTE

ABSENCE DE MOYENS ET GUERRE AUX PLUS PAUVRES

Alors que Mayotte a été frappée par un deuxième cyclone le week-end des 11 et 12 janvier, les conditions de vie y sont toujours aussi dramatiques : les habitants en sont réduits à se reconstruire des abris de fortune, les distributions d'eau et de nourriture sont insuffisantes et aléatoires.

Le gouvernement annonce que la rentrée scolaire aura lieu fin janvier. Mais, si elle a lieu, elle se fera dans des conditions bien difficiles. Des écoles ont été inondées par le passage du dernier cyclone, d'autres servent encore de lieux d'hébergement et le plus grand nombre reste gravement endommagé. Il est prévu de faire cours sous des tentes, en pleine chaleur, ce qui dans n'importe quel département hexagonal serait considéré comme inacceptable ! Certains élèves auront cours le matin, d'autres l'après-midi, une rotation déjà pratiquée avant la catastrophe, en raison de l'insuffisance du bâti scolaire. Comme le dénoncent les enseignants sur place, l'école en « mode dégradé », c'est le quotidien des enfants de Mayotte...

Le projet de loi d'urgence a été adopté le 15 janvier par l'Assemblée nationale, prétendant permettre sa reconstruction rapide. Mais il s'agit juste d'un effet d'annonce, le gouvernement

n'en mettant pas les moyens. Les députées mahoraises présentes, qu'il s'agisse de celle du Liot ou de celle du RN, ont une fois de plus dénoncé l'immigration comme principal problème, propos que Valls, le ministre des Outre-mer, s'est empressé d'appuyer, en annonçant qu'une proposition de loi visant à restreindre encore le droit du sol à Mayotte serait examinée le 6 février. Tous cherchent à détourner la colère de la population mahoraise vers les habitants des bidonvilles.

Sur place, les autorités profitent de la situation pour amplifier leurs attaques à l'égard des plus démunis. Seule l'incurie de l'État français, qui délaisse ce territoire, annexé en 101^e département, le plus pauvre de France, est responsable de la situation. Le gouvernement vient de nommer le général Facon, ancien commandant de l'opération Barkhane au Mali, responsable de l'établissement public chargé de reconstruire Mayotte : voilà qui montre bien qu'il considère Mayotte comme une zone de guerre... aux plus pauvres.

PAR LYDIE GRIMAL • 21/01/2025

Cessez-le-feu en Palestine : restons mobilisés aux côtés des peuples palestinien et libanais

En 470 jours, l'offensive militaire d'Israël, menée sous perfusion militaire américaine (et accessoirement française), a bouleversé les rapports de force au Moyen-Orient. Le cessez-le-feu officialise d'un côté le renforcement de l'hégémonie de l'État d'Israël qui a porté un coup extrêmement dur à ses adversaires militaires potentiels, étatiques ou para-étatiques, à ses frontières. De l'autre côté, l'impasse politique du sionisme qui n'a pas d'autre projet que l'élimination, bien heureusement impossible, du peuple palestinien. En cela il représente une trêve fragile entre deux massacres.

OTAGES ET PRISONNIERS

Le sort tragique des otages israéliens est monté en épingle. Double hypocrisie ! D'une part le cabinet de guerre n'a jamais fait de ces otages une priorité : leurs familles l'ont bien compris et elles ont manifesté leur opposition à Netanyahu. D'autre part, près 10 000 Palestiniens sont enfermés dans les prisons israéliennes, dont plus du tiers sans procès. Des milliers d'otages palestiniens, dont certains sont torturés, comme l'a révélé l'ONG israélienne B'Tselem.

POURQUOI UN CESSEZ-LE-FEU AUJOURD'HUI ET PAS LE 31 MAI DERNIER ?

L'administration américaine sortante rappelle à qui veut l'entendre qu'elle avait proposé un accord de cessez-le-feu similaire il y a huit mois. Mais, pendant huit mois, Biden a livré des milliards en équipement militaire. Car Netanyahu a certes refusé la proposition américaine de trêve à Gaza, mais il s'est rendu utile sur d'autres fronts : en déplaçant sa guerre contre le Hezbollah, il a affaibli l'Iran dans son bras de fer nucléaire avec les États-Unis. Israël a ainsi rappelé son rôle de base militaire au service des puissances impérialistes et gagné huit mois supplémentaires de massacres en toute impunité.

LES AMBITIONS IMPÉRIALISTES POUR REMODELER LE MOYEN-ORIENT

Trump se présente comme un « isolationniste ». C'est une posture politicienne destinée à flatter un électorat à la fois nationaliste et marqué par les guerres des années 2000. Les coups de butoir israéliens ont affaibli le Hezbollah au Liban, déclenché l'effondrement de la dictature d'Assad en Syrie et plongé l'Iran dans une crise économique et politique. Les États-Unis en profitent pour mettre en avant leur meilleur allié arabe dans la région, l'Arabie saoudite. C'est elle qui a pesé pour la nomination du nouveau président libanais Joseph Aoun, chargé par Washington de reconstituer une armée et de désarmer (si possible) le Hezbollah. C'est elle aussi que Trump encourage à parachever la « normalisation » avec Israël, en proposant une « solution politique » pour la bande de Gaza - c'est-à-dire un régime capable de faire accepter aux Palestiniens le retour à la « normale » de l'avant 7 octobre dans cette prison à ciel ouvert.

REFUSONS LA COLONISATION, LA POLITIQUE DES PUISSANCES OCCIDENTALES ET DE L'ÉTAT CRIMINEL D'ISRAËL

Puisque le « rêve » de l'extrême droite israélienne d'exterminer les Gazaouis ou de



les faire fuir en Égypte ne s'est pas réalisé, il faut bien que Gaza soit gouvernée. L'occupation militaire israélienne permanente n'est pas une option car trop instable et coûteuse pour l'État sioniste. Mahmoud Abbas a fait acte de candidature d'auxiliaire de la police israélienne en réprimant dans le sang de jeunes combattants du camp de réfugiés de Jénine, dans une opération coordonnée avec l'armée israélienne qui faisait, elle, le siège du camp de Jabaliya. Un tel zèle dans la collaboration avec l'occupant risque de disqualifier définitivement le Fatah d'Abbas auprès des Palestiniens. Après quinze mois de guerre, le Hamas est toujours candidat à diriger politiquement Gaza et au-delà. Il est cependant très affaibli malgré ses démonstrations de force lors de la libération des premiers otages. Le 15 janvier, le secrétaire d'État américain sortant, Blinken, soulignait que le Hamas avait recruté autant de combattants qu'il en avait perdu. Une façon de réintroduire le mouvement islamiste

comme interlocuteur pour la période à venir, alors que l'extrême droite israélienne prétend continuer la guerre jusqu'à l'éradiquer ?

Nul ne sait qui va gouverner Gaza. Le Fatah veut se poser en relais et interlocuteur direct de l'État criminel d'Israël. La stratégie du Hamas, un nationalisme strictement circonscrit à la Palestine et sans perspectives révolutionnaires pour les travailleurs et les opprimés, est une impasse et ne peut donc répondre aux questions nationales du peuple palestinien. La fin de l'oppression ne pourra que passer par le démantèlement des institutions sionistes, coloniales et racistes d'Israël et donc par un assaut révolutionnaire des travailleurs et des peuples de toute la région contre le système impérialiste. C'est aussi le sens que doit prendre notre solidarité internationale.

PAR RAPHAËL PRESTON • 21/01/2025

« La fin de l'oppression ne pourra que passer par le démantèlement des institutions sionistes, coloniales et racistes d'Israël. »

FRANCE-ALGÉRIE À DÉMAGOGIE, DÉMAGOGIE ET DEMIE

Un romancier franco-algérien aux idées d'extrême droite jeté en prison en Algérie sous un prétexte bidon. En réplique, un supposé « influenceur » algérien expulsé de France, que l'Algérie met dans l'avion retour et qui échoue ici en centre de rétention. Cette nauséabonde partie de ping-pong frise le ridicule. Encore plus ridicules, les ministres Retailleau et Darmanin pleurent que « l'Algérie cherche à humilier la France ». Et tous deux d'imaginer, en riposte, de supprimer les dispenses de visas pour les officiels algériens ayant un passeport diplomatique. La France mise en péril par l'Algérie ? Éric Zemmour ou feu papa Le Pen n'auraient pas dit mieux. C'est au public de cette extrême droite que les ministres de François Bayrou font des sourires par cette surenchère.

DERRÈRE LA MOUSSE, QUELLES SONT LES RAISONS DE L'ACTUELLE TENSION DIPLOMATIQUE ENTRE ALGER ET PARIS ?

Au point de départ il y a le soutien apporté par Macron en juillet dernier (après Trump en 2020, puis l'Espagne) à la revendication marocaine d'annexion du Sahara occidental (ancienne colonie espagnole), alors que l'Algérie soutient le Front Polisario, mouvement indépendantiste qui en contrôle la partie orientale. Ce choix est en premier lieu affaire de gros sous : les intérêts des compagnies et hommes d'affaires français sont plus importants aujourd'hui au Maroc qu'en Algérie. Principales richesses de l'Algérie, son pétrole et son gaz représentent moins de 10 % des importations en hydrocarbures de la France et, dans les contrats de prospection ou d'exploitation, Total est largement doublée par les compagnies américaines ou l'italienne ENI. Par contre, c'est au Maroc que Renault et PSA (aujourd'hui Stellantis) ont implanté deux grandes usines. Enfin, avec la déconfiture de la France au Mali, au Burkina Faso ou au Niger, le régime marocain peut paraître aux yeux de Macron un allié plus fiable que l'Algérie.

ET QUI RISQUE D'EN ÊTRE VICTIME ?

Ce ne sont pas les gouvernants, diplomates ou affairistes qui risquent de subir les mesures de rétorsion brandies contre l'Algérie. Le ministre des Affaires étrangères, Barrot, s'est empressé de nuancer les paroles de ses collègues, alors que le directeur de la DGSE se précipitait à Alger voir comment régler cette brouille. Mais Bruno Retailleau et l'ex-Premier ministre Gabriel Attal en ont rajouté en partant en guerre contre l'accord franco-algérien de 1968, supposé favoriser l'immigration algérienne. Là encore, c'est plus de la démagogie que la réalité : les quelques avantages maintenus en 1968 par rapport aux autres travailleurs immigrés ont déjà été totalement annulés par des modifications successives. En réalité, la volonté est de réduire encore les droits de tous travailleurs immigrés ou la possibilité de faire venir leurs familles, histoire de les mettre encore davantage à la merci des patrons.

PAR OLIVIER BELIN • 19/01/2025

INVESTITURE DE TRUMP

Cadeaux aux riches, mais aussi attaques contre les travailleurs. Pas dit qu'il y arrive !

La cérémonie d'investiture de Trump a été l'occasion de regrouper autour du nouveau président américain tout ce que le monde compte de milliardaires, mais aussi l'essentiel de la fachsphère planétaire. Beaucoup sont les deux à la fois, et l'idée qu'Elon Musk va pouvoir sévir du haut de son pouvoir doit les faire frétiler de joie.

L'équipe dont Trump s'est entouré a déjà fait tester des expulsions de migrants : dans le comté de Kern, en Californie, la police aux frontières s'est adonnée à la chasse à l'homme pour traquer les migrants sans titre de séjour. L'administration Trump a annoncé que, dès mardi 21, des expulsions massives de migrants auraient lieu, en commençant par Chicago, avec deux cents agents mobilisés pendant une semaine. Le choix de Chicago n'est pas anodin : son maire démocrate avait déclaré la ville « sanctuaire » pour les migrants. On verra s'il agit pour les travailleurs migrants visés, employés un peu partout dans l'industrie et les services. Pour Trump, c'est un test afin de mesurer le niveau d'opposition que sa politique rencontrera. À voir les échanges souriants que Trump a eus dans les différentes cérémonies avec Biden, mais aussi avec Obama, la hiérarchie du Parti démocrate n'est pas prête à se mettre en travers de ses mesures.

Les décrets annoncés s'attaquent violemment non seulement aux migrants, mais aussi aux travailleurs en général, en cherchant à s'en prendre aux services publics d'éducation, de santé : le « tout privé » prôné par les libertariens comme Musk comblerait les plus riches de suppressions d'impôts et de cadeaux en tout genre, mais laisserait les classes populaires démunies. Tous ceux qui, parmi les travailleurs, avaient voté Trump risqueraient de se réveiller avec la gueule de bois !



Mais ce rouleau compresseur peut s'enrayer ! Dans les mobilisations et les grèves qui ont fait plier les grands patrons américains de l'automobile, ceux de Starbucks, d'Amazon, d'UPS ou de Boeing, il y avait sans doute des électeurs de Trump dégoûtés par l'administration Biden-Harris. Cela ne les a pas empêchés de se mettre en grève. Les rodomontades de Trump pourraient bien soulever des colères et ses projets anti-ouvriers être mis en échec !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER

• 20/01/2025

IMAGES DE LA CÉRÉMONIE D'INVESTITURE DE TRUMP. | LUNDI 20 JANVIER 2025



LA LOI DU PLUS FORT ?

L'arrivée de Trump va sans doute bousculer un peu les relations internationales. Trump a affirmé vouloir intégrer le Canada aux États-Unis : mais ces derniers sont de toute façon les principaux partenaires du Canada. Il a mis l'Europe en émoi en affirmant vouloir mettre la main sur le Groenland : mais le territoire est déjà sous contrôle d'une base américaine. Il a affirmé vouloir s'approprier le canal de Panama... déjà largement contrôlé par les États-Unis. Derrière ces propos spectaculaires, il y a la volonté d'affirmer pouvoir s'affranchir des « règles » mises en place dans les traités internationaux. Le renforcement d'une politique protectionniste déjà largement entamée, il est vrai, sous Biden qui a aussi mené une guerre de taxes avec la Chine et damé le pion quand il l'a pu à ses « partenaires » européens – qu'on se rappelle l'épisode des sous-marins français destinés à l'Australie.

Et ce n'est pas seulement sur le plan économique que la loi du plus fort vantée par Trump est la règle, on l'a vu à Gaza. Cela mène à la recrudescence des affrontements, entre pays impérialistes et pays pauvres, mais aussi entre pays « développés ». Une multiplication qui ne permet plus d'écarter le risque d'une guerre généralisée.

Pour l'instant, Trump prétend vouloir rétablir la paix un peu partout. Une « pax americana », en quelque sorte...

PAR J.-J. F. • 20/01/2025

INCENDIES À LOS ANGELES : LEUR SYSTÈME NE PEUT PAS NOUS PROTÉGER

Extraits de l'article du 12 janvier 2025 de nos camarades de Speak Out Now paru sur leur site Internet¹.

Au moins 24 personnes sont mortes et plus de 12 000 bâtiments ont été détruits – immeubles d'habitation et maisons, entreprises, écoles, sans parler des véhicules. Environ 200 000 personnes ont reçu un ordre d'évacuation [...]. Jusqu'à présent, les dommages totaux ont été évalués à plus de 150 milliards de dollars. [...] Le réchauffement continu de la planète causé par la combustion de combustibles fossiles a créé des conditions idéales pour d'énormes incendies comme ceux-ci. Los Angeles a fait face à une sécheresse record. La perturbation du climat a également entraîné des vents intenses et des conditions météorologiques extrêmes. [...] Rien n'a été fait pour prévenir des incendies de cette ampleur, ni pour y répondre. [...] Les pompiers ont été complè-



tement débordés. Les vents violents ont [...] propagé le feu trop rapidement pour une réaction adéquate des pompiers et ont empêché les hélicoptères de larguer de l'eau. Dans le même temps, la demande en eau est devenue si importante que 20 % des bouches d'incendie se sont asséchées durant les premières heures de la lutte contre l'incendie. [...]

En Californie, les services d'incendie manquent tellement de personnel qu'il

a fallu utiliser environ 1 000 prisonniers formés comme pompiers – payés un dollar de l'heure ou moins ! Environ 400 membres de la Garde nationale ont été déployés pour aider à résoudre les fermetures de routes et d'autres problèmes. Des pompiers sont récemment arrivés du Canada et du Mexique. Et pourtant, les incendies continuent de se propager [...].

Dans le même temps, certains riches ont embauché leurs propres pompiers privés pour protéger leurs propriétés. Alors qu'une grande partie du quartier central des affaires de Pacific Palisades a brûlé, Palisades Village – un centre commercial en plein air haut de gamme appartenant au promoteur milliardaire Rick Caruso – a survécu parce que Caruso a embauché un groupe de pompiers privés pour protéger sa propriété. Les incendies de cette ampleur sont devenus si destructeurs et si fréquents que les compagnies d'assurance ont annulé plus de 1 600 polices d'assurance incendie à Pacific Palisades en juillet. Mais ce ne sont

pas seulement les riches qui ont perdu leur maison : de nombreuses familles ouvrières ont également été touchées. [...]

À tous les niveaux, ce système a échoué lamentablement à protéger les gens de cette destruction. Les conditions qui alimentent ces tempêtes de feu ne font qu'empirer. [...] Au lieu de construire des infrastructures de lutte contre les incendies, les gouvernements des villes et des États continuent à les restreindre. Que l'administration soit démocrate ou républicaine, rien n'est fait pour prévenir ou répondre efficacement à ces horribles catastrophes. Ce qui est vraiment responsable de l'incendie de quartiers entiers de Los Angeles, c'est tout un système qui n'a aucun égard pour la vie humaine et ne peut pas nous protéger.

• 12/01/2025

RETROUVEZ L'ARTICLE COMPLET



1. speakoutsocialists.org

HANDICAP :

LES LOIS SUR L'ACCESSIBILITÉ INAPPLIQUÉES DEPUIS 50 ANS

Le handicap concerne entre 2,6 et 12 millions de personnes en France, selon les critères retenus par les différents organismes statistiques et les associations. Un écart significatif qui laisse deviner les difficultés dans l'accès au droit et à la reconnaissance. Au-delà de la dimension plus ou moins invalidante, c'est beaucoup l'inadaptation de l'environnement ou des tâches demandées qui fait le handicap¹.

Que ce soit dans la vie quotidienne, à l'école ou encore au travail, les difficultés restent nombreuses, quand elles ne s'accroissent pas. Sur l'accessibilité, par exemple, trois lois sont restées inappliquées depuis 50 ans. En 1975, la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées adoptait une obligation d'accessibilité pour tous les établissements recevant du public (ERP)², mais sans y consacrer de budget. En 2005, la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fixait un délai de dix ans aux ERP pour qu'ils soient aménagés. En 2013 et 2014, ce délai a été rallongé et de multiples dérogations ont été accordées. Si bien qu'en 2023, seule la moitié des 1,8 million d'ERP était « dans une démarche vers l'accessibilité ». Dans les transports en commun aussi, le retard reste criant. À Paris, plus de 90 % des stations de métro restent inaccessibles aux personnes « à mobilité réduite »³, moins de 10 stations sur 29 à Marseille.

En 2017, Macron candidat déclarait lors du débat d'entre-deux-tours « ne plus vouloir de personnes vivant en situation de handicap qui soient sans solution » et en faisait une « priorité » de son quinquennat, avec

des propositions comme sortir l'allocation aux adultes handicapés du seuil de pauvreté, l'embauche d'auxiliaires de vie et des avancées dans l'accessibilité... Mais les seules promesses qui l'engagent sont celles faites aux grands capitalistes. Par exemple, la loi sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Élan) supprime l'obligation d'accessibilité aux personnes handicapées pour tout logement neuf au nom de la « simplification des normes », ramenant l'obligation à 20 % des constructions.

La « belle vitrine » des Jeux paralympiques en 2024, ou d'ailleurs seules 1 % des places étaient réservées et accessibles aux personnes en situation de handicap, permet au ministère des Sports et des jeux d'affirmer : « L'ambition d'accessibilité universelle s'est, elle aussi, concrétisée. » Tony Estanguet, président du comité d'organisation des Jeux olympiques allant jusqu'à parler de « révolution paralympique ». Mais les épreuves restent nombreuses pour les personnes handicapées.

PAR NORBERT MORAVCIK • 21/01/2025

1. Depuis 2005, la loi définit le handicap comme : « Toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »

2. Administrations, commerces, établissements de santé, écoles, cinémas, etc.

3. 9 % des stations sont accessibles selon la RATP, moins de 4 % pour les associations, et encore quand les ascenseurs fonctionnent.

L'accès aux droits, un parcours du combattant !

Rentrer dans le dispositif MDPH¹, avoir accès aux transports en commun adaptés sur demande, bénéficier d'aides pour l'aménagement d'un logement ou pour l'accompagnement à l'emploi, tous ces dispositifs existent, mais l'accès y est complexe.

Le dossier MDPH est certes accessible en ligne, mais sa version de base fait plus d'une dizaine de pages. Chaque parcelle de notre vie y est disséquée et il faut rencontrer un médecin, une assistante sociale, un ergothérapeute... Si le dossier est long à constituer, il faut huit mois d'attente pour une décision. Tous les quatre ans, rebelote : le dossier de renouvellement a un traitement un peu plus rapide, à condition de ne pas changer un mot de son « projet de vie ». Projet de survie plutôt ! Parce que les « aides » ne sont pas à la hauteur et ne permettent pas de sortir de l'état de pauvreté dans lequel sont la plupart des bénéficiaires de l'allocation adulte handicapée.

Quant aux aides complémentaires, elles sont en dessous de tout. Pour toutes les aides à l'autonomie au domicile comme les soins, il faut obtenir l'aide d'une auxiliaire de vie. Mais, là aussi, il faut arriver à rentrer dans les cases des dossiers MDPH. Et ce n'est que le début des galères, car les sociétés d'aide à domicile proposent le plus souvent des tarifs au-dessus de ce qui est remboursé. Sans compter que les salariées y sont exploitées de façon scandaleuse.

À chaque étape, on est confronté soit à la discrimination (à l'embauche, à l'école...) soit à une lutte pour des miettes.

PAR ROSE ABELSUNCE • 21/01/2025

1. Maisons départementales des personnes handicapées. Ce sont des lieux uniques d'accueil, d'information, d'accompagnement, d'orientation et de reconnaissance des droits pour les personnes handicapées et leurs familles.

Inclusion scolaire : tout reste à faire

Depuis la loi de 2005 faisant de l'inclusion des élèves en situation de handicap à l'école un droit, le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés a plus que triplé. Il atteint aujourd'hui plus de 490 000. On ne peut que s'en réjouir, mais les conditions effectives de scolarisation ne sont pas satisfaisantes.

DES STRUCTURES ET DES MOYENS INSUFFISANTS

Les moyens de l'école dédiés aux élèves à besoins particuliers sont insuffisants à tous les niveaux. Ainsi, les Rased¹ (réseaux de professeurs des écoles spécialisés dans la prise en charge des difficultés scolaires, quelles qu'elles soient) ont été pratiquement démantelés sous Sarkozy et sont très peu nombreux depuis. C'est le cas aussi des personnels sociaux et de santé dont le nombre est notablement insuffisant.

Les unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis), basées en primaire, au collège et dans certains lycées professionnels, sont un peu plus de 10 000 pour tout le pays, un nombre en augmentation constante, mais insuffisant pour satisfaire les besoins. Alors qu'elles ne doivent accueillir que dix élèves par classe, c'est souvent douze ou plus.

Nombre de sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), dispositif destiné aux « élèves en difficulté scolaire grave et durable », ont été fermées ces dernières années... et leurs élèves dirigés vers des classes de 6^e ou 5^e ordinaires.

L'inclusion en milieu ordinaire se fait dans des classes déjà trop chargées et, faute de recrutements suffisants, plus de la moitié des élèves qui devraient avoir un accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) en sont privés.

Enfin, trop souvent, sous prétexte d'in-

clusion scolaire en milieu ordinaire, des places ont été supprimées dans les instituts spécialisés, alors que des soins spécifiques, médicaux notamment, y sont prodigués et que leur nécessité demeure.

UNE INCLUSION QUALITATIVEMENT PROBLÉMATIQUE

Les AESH sont des employés précaires, dont la formation est quasi absente, à la rémunération scandaleusement basse, d'autant que, dans la majorité des cas, leur contrat est à temps partiel, entre 24 et 32 heures par semaine pour un salaire au Smic horaire et une grille d'évolution quasi inexistante. Ils doivent le plus souvent accompagner plusieurs élèves, sans aide particulière.

Les enseignants ne sont pas formés non plus aux différentes formes de handicap auxquelles ils sont confrontés, ni, entre autres, aux réponses pédagogiques à mettre en œuvre.

C'est sans compter la question du bâti scolaire qui nécessite d'être aménagé et rénové pour accueillir des élèves en fauteuil par exemple.

Pour que l'inclusion scolaire ne soit pas



de la poudre aux yeux des parents d'enfants en situation de handicap, c'est une tout autre école qui serait nécessaire. Une école matériellement modifiée, capable d'ouvrir ses portes à tous les élèves et de s'adapter aux besoins éducatifs de chacun. Une école où le personnel est formé et a les moyens d'accompagner chacun dans un parcours pédagogique permettant son épanouissement, dans une société où chacun reçoit selon ses besoins.

PAR ROSE ABELSUNCE ET LILIANE LAFARGUE • 21/01/2025

1. Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté.

Discriminations au travail

Avec un taux de chômage officiel de 12 % en 2023 (contre 7,5 % pour l'ensemble de la population), les personnes handicapées rencontrent davantage de difficultés à l'embauche. Les préjugés ont, en effet, la vie dure chez nombre d'employeurs : « ça va être des contraintes en plus », « il va être souvent absent », « ça va coûter cher », « elle va être moins compétente », entend-on encore souvent. Si bien que la question de faire reconnaître ou non son handicap, qui plus est lorsqu'il est dit « invisible », peut être un vrai dilemme : si c'est souvent la condition pour entamer des démarches d'adaptation du poste de travail, c'est aussi s'exposer à de possibles discriminations ou la peur de perdre son emploi. Depuis 1987, la loi oblige les entreprises de plus de vingt salariés à embaucher au moins 6 % de travailleurs ayant une reconnaissance de handicap, sous peine de devoir verser une contribution financière. Une grande majorité d'entreprises préfère mettre la main au portefeuille.

UN MILIEU « PROTÉGÉ » MAIS PAS DE L'EXPLOITATION ET DES SALAIRES INDÉCENTS

Depuis les années 1950, des associations de familles de personnes handicapées ont été à l'origine de la création de structures destinées à employer spécifiquement des personnes handicapées, dans un environnement dit « protégé ». Ces centres d'aide par le travail (CAT), créés formellement en 1957, sont devenus les établissements et services d'aide ou, désormais, d'accompagnement par le travail (Esat) depuis 2005. Ils interviennent dans de multiples domaines : conditionnement, entretien des espaces verts, nettoyage, cuisine, horticulture, tri, montage industriel... pour des collectivités, des particuliers, mais aussi pour de grands groupes qui leur sous-traitent une partie de leur activité.



Percevoir un salaire... c'est bien l'un des problèmes dans ces Esat. Celles et ceux qui y travaillent jusqu'à 35 heures par semaine ne sont pas salariés mais « usagers » de ces centres médico-sociaux qui dépendent du Code de l'action sociale et des familles, et non du code du travail. Ils ne perçoivent donc pas un salaire, mais une « rémunération garantie », comprise pour



*Extrait d'une annonce publiée par un directeur d'ESAT sur le réseau professionnel Viadeo, cité par Thibault Petit dans Handicap à vendre (2022, Les Arènes)

quelqu'un qui travaille à plein temps entre 55 % et 110 % du Smic. Une rémunération dérisoire, qui peut se cumuler avec l'allocation aux adultes handicapés (AAH) à condition... de ne pas dépasser le Smic.

À ces salaires indécents s'ajoutent une infantilisation constante et de multiples brimades de la part de l'encadrement et des moniteurs, rapportées par de nombreux témoignages.

« Percevoir un salaire... c'est bien l'un des problèmes dans ces Esat. Celles et ceux qui y travaillent jusqu'à 35 heures par semaine ne sont pas salariés mais « usagers » de ces centres médico-sociaux qui dépendent du Code de l'action sociale et des familles, et non du code du travail. »

« À BUT NON LUCRATIF », MAIS EN RECHERCHE DE RENTABILITÉ

Ces établissements, s'ils sont gérés par des associations à but non lucratif, fonctionnent comme de petites entreprises qui cherchent la rentabilité et à gagner de nouveaux clients, délaissant le volet d'accompagnement médico-social... le tout au service, surtout, de grands groupes. Ceux-ci leur sous-traitent une partie de leur activité à des prix défiant toute concurrence... et avec des exonérations fiscales en prime.

En décembre 2023, une tribune pour la reconnaissance du statut de salarié des handicapés travaillant en Esat obtenait la signature de certaines organisations syndicales, notamment la CGT. Depuis, ces travailleurs ont obtenu le droit de grève et celui de se syndiquer, mais ils ne sont toujours pas reconnus comme des salariés à part entière.

Il existe tout de même quelques collectifs rassemblant des handicapés. Souvent plus radicaux, à l'image du Collectif lutte et handicaps pour l'égalité et l'émancipation (Clhee)¹ ou des Dévalideuses, ils militent, entre autres choses, pour la fermeture des lieux de privation de liberté des handicapés.

PAR SABINE BELTRAND • 21/01/2025

1. clhee.org

BRÈVES

L'INVISIBILITÉ DU HANDICAP

En 2023, la représentation du handicap à la télé a franchi pour la première fois la barre des... 1 %. On a le choix entre la vision misérabiliste des shows télévisés comme le Téléthon, qui non seulement placent le handicap uniquement dans le champ de l'émotion et du drame individuel, mais font également reposer la recherche scientifique sur des fonds privés... Et la glorification de la performance, du dépassement du soi, voire du dépassement du handicap pendant les JO. Pour en finir avec les stéréotypes, le chemin est encore long !

UNE PROMESSE DE GASCON ?

Bayrou a promis le remboursement intégral des fauteuils roulants par la Sécu « dès 2025 », comme Macron l'avait déjà promis pour 2024. Aujourd'hui, l'assurance maladie prend en charge, tous les cinq ans au maximum, jusqu'à 600 euros pour un fauteuil manuel (dont le prix peut atteindre 10 000 euros) et jusqu'à 5 200 euros pour un fauteuil électrique (qui peut atteindre 50 000 euros). Il faudrait donc choisir entre un « confort » nécessaire et un reste à charge exorbitant. Promesse après promesse, celles et ceux qui ont besoin quotidiennement de se déplacer en fauteuil en ont assez d'attendre !

VIVRE AVEC L'AAH ?

L'allocation aux adultes handicapés s'adresse aux personnes de plus de 20 ans, ayant une incapacité supérieure à 80 % ou à 50 % avec une restriction « substantielle et durable » à l'accès à l'emploi. Son montant s'établit, au maximum, à 1 016,05 euros par mois, soit 200 euros sous le seuil de pauvreté.

Même si la déconjonction de l'AAH a permis à près de 300 000 personnes de voir leur allocation un peu revalorisée et d'être moins dépendantes de leur partenaire, reste que 33 % des personnes percevant l'AAH vivent sous le seuil de pauvreté, et même 45 % si l'on prend en compte les conditions de vie et non le seul revenu. C'est trois fois plus que pour l'ensemble de la population vivant en France.

ENTENDU DANS UN MAGASIN DE SPORT

Avant de mettre les chaussures en rayon, il faut les préparer : les sortir de leur éventuel emballage plastique, placer les antivol, sortir les papiers « bourre-chaussure ». C'est un peu fastidieux, mais ce n'est pas obligatoire, les chefs le répètent : « C'est un geste répétitif, qui peut créer des troubles musculo-squelettiques, on ne peut pas vous l'imposer. » Avant d'ajouter : « On demandera à l'Esat de le faire. » Malin !

FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS

Les sponsors et partenaires des Jeux paralympiques ont communiqué tout l'été sur leur prétendue « inclusivité ». Pourtant, au moins la moitié sont hors-jeu en termes d'emploi de travailleurs handicapés. En effet, les EDF, Decathlon, Danone, GL Events, LVMH, IDF Mobilités ou ArcelorMittal comptent dans leurs effectifs bien moins de 6 % de personnes en situation de handicap, comme l'exige pourtant la loi. Mais pour être fair-play, ils sont loin d'être les seuls à préférer payer une contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées plutôt que de se mettre en conformité en embauchant des travailleurs handicapés !

Des directions syndicales bien timorées !

C'est avec la bénédiction du Medef que tout le petit monde des directions syndicales s'est rendu bien sagement vendredi 17 janvier à la première session du « conclave » lancé par Bayrou. Il y avait la CGT, FO, la CFDT, la CFTC, la CGC, l'Unsa... Ni Solidaires ni la FSU n'avaient été conviés, au grand dam du secrétaire national de cette dernière. Au lieu de renverser la table, on préfère s'y asseoir et palabrer avec le patronat.

VERS UN GRAND BLABLA DE SIX MOIS...

Bayrou, qui connaît son monde, a offert aux dirigeants syndicaux six mois de parlottes pendant lesquels ils pourront adopter un langage « radical »... sans aucun moyen de faire reculer un patronat qui, lui, a plébiscité la réforme Borne. Le cadre même fixé par Bayrou permet au Medef de faire traîner en longueur, pour aboutir, selon le souhait de Bayrou, à un projet qui serait présenté à l'Assemblée... en mai prochain. En attendant, la loi actuelle va suivre son cours. Car contrairement à ce qu'a déclaré la secrétaire générale de la CFDT Marylise Léon le 16 janvier, elle n'a en rien été « mise sur pause ».

RETRAITES : OBJECTIFS ABANDONNÉS EN RASE CAMPAGNE...

Quant aux objectifs que se donne la CFDT autour de la table, la même Marylise Léon expliquait : « Notre position aujourd'hui, c'est le retour à 62 ans. Après, il y a l'équilibre budgétaire... Tout ça fera un ensemble. » Se préparer à négocier le retour à 62 ans en annonçant par avance que les 62 ans peuvent être sacrifiés sur l'autel de l'équilibre budgétaire, voilà qui fera plaisir aux négociateurs du Medef.

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, n'est pas en reste. À la veille du discours de Bayrou, elle expliquait sur le plateau de BFM TV : « Ce qu'on attend dans le discours de politique générale demain, c'est que le Premier ministre ouvre le chemin vers l'abrogation de la réforme. La première étape, c'est un gel immédiat de l'application de la réforme. » Sophie Binet ne demande donc pas l'abrogation, mais que Bayrou en « ouvre le chemin ». Elle ne demande même plus la « suspension » immédiate de la réforme, mais son « gel » au niveau actuel.

LA NÉGOCIATION À TROIS FRANCS SIX SOUS SUR LA RÉFORME DES RETRAITES... POUR NE PAS S'OCCUPER DES ATTAQUES ACTUELLES

Les directions syndicales restent dans une posture « responsable » vis-à-vis du patronat : elles se donnent un air radical en se focalisant sur la question de la réforme des retraites, mais laissent dans l'ombre les nouvelles attaques. Autrement dit, elles ne lèveront pas le petit doigt pour organiser la riposte face à l'offensive actuelle du patronat qui licencie à tour de bras et appauvrit des régions entières en fermant des usines.

PAR M. D., J.-J. F. ET L. B. • 21/01/2025

Un article plus complet sur la politique des syndicats disponible ici



FERMETURES DE SITES, LICENCIEMENTS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

LA POLITIQUE QUE NOUS PROPOSONS

Des mobilisations, il y en a à travers le pays, de Vencorex à Michelin, en passant par MA France ou Valeo. Or, il ne s'agit pas de mettre « la grève » comme préalable à toute tentative de coordination entre les travailleurs. Parfois, la grève éclate et s'étend comme une trainée de poudre. Parfois non. Nous sommes dans ce dernier cas. D'ailleurs, dans les entreprises qui ferment, beaucoup de travailleurs se demandent à quoi servirait de faire grève puisque le patron ne veut justement plus de la production.

LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE LA MOBILISATION CONVERGENTE PAR EN BAS

La riposte aux attaques organisées par de grosses entreprises, gorgées de profits autant que d'argent public, nécessiterait que la lutte contre licenciements déborde du cadre de chaque entreprise, se répande dans les rues, dans des manifestations locales, régionale, nationales. En l'absence de volonté des confédérations syndicales, un tel mouvement, s'il existe demain, devra être construit par en bas, à partir des entreprises où les travailleurs sont mobilisés.

Arrêter le travail ? Oui, mais pas seulement pour « bloquer l'économie » ou pour priver le patron d'une production dont il sait se passer, mais pour aller au-devant des travailleurs d'autres entreprises. Soit parce que les travailleurs y sont directement menacés de licenciements eux aussi, soit du fait de la simple proximité : la fermeture d'une usine comme Michelin à Cholet aura des répercussions sur de très nombreuses

boîtes, sur les commerces, sur la vie de toutes les classes populaires. Oui, il faudrait entraîner les travailleurs de toutes les entreprises à en contacter d'autres, à occuper les rues, à rendre la vie impossible au patronat et aux représentants de l'État. En 2001, la lutte des Lu-Danone avait eu une répercussion nationale, en 2009 celle des Continental, New Fabris, Goodyear et autres sous-traitants automobile avait forcé le gouvernement et les médias à interpellier les donneurs d'ordre comme Renault et PSA et à faire de ces luttes l'actualité quotidienne pendant des mois. Rien ne garantit que cela réussisse. Mais une chose est certaine : le fait que cette politique soit proposée par des révolutionnaires est probablement la seule garantie qu'elle puisse être tentée.

Il faudrait entraîner les travailleurs de toutes les entreprises à en contacter d'autres, à occuper les rues, à rendre la vie impossible au patronat.

PAR M. D., J.-J. F. ET L. B. • 21/01/2025



Lire une version plus complète de cet article sur notre site

ÉDUCATION NATIONALE DERRIÈRE LES EFFETS D'ANNONCE, LES ATTAQUES GOUVERNEMENTALES SE POURSUIVENT

Élisabeth Borne a multiplié les annonces ces derniers jours : abandon de la suppression de 4 000 postes, abandon du brevet obligatoire pour pouvoir passer au lycée, abandon des groupes de niveaux en 4^e et 3^e...



Le Parti socialiste, prêt à tout pour justifier son vote contre la motion de censure à l'Assemblée, a parlé « d'avancées pour les Français ». Les directions syndicales de leur côté ont salué des « mesures d'apaisement ».

Un enthousiasme bien moins partagé dans les salles des profs. Car, dans la réalité, la plupart des académies connaîtront des coupes dans les postes. De fait, les classes seront toujours aussi chargées, voire davantage, à la rentrée prochaine.

Si le gouvernement a bien dû renoncer au troisième jour de carence, il a cependant confirmé la baisse de l'indemnisation des arrêts maladies de 100 à 90 % de la rémunération, mesure qui va le plus peser sur les fonctionnaires.

Pour ce qui est du « choc des savoirs », les groupes sont bien maintenus en 6^e et 5^e. En réalité, l'objectif de tri social dès le collège reste bien un des buts de la bourgeoisie.

Cela sans parler des salaires, toujours rongés par l'inflation, alors même que certains parlementaires discutent de geler l'avancée de carrière...

PAR AURÉLIEN PERENNA • 21/01/2025

AUTOMOBILE

À Caen comme à Mulhouse, on se les gèle à Stellantis !

Quand des salariés de Stellantis Caen râlent à cause du froid, la direction leur conseille de mettre un pull en déplorant de ne pas avoir les sous pour faire refaire la toiture. La toiture ne laisse pas seulement sortir la chaleur, elle laisse aussi entrer l'eau. Même les vestiaires refaits à neuf cette année subissent déjà les effets du ruissellement. Cela n'empêche pas la direction de vanter régulièrement dans la presse la modernité de l'usine, qui se veut comme tous les sites Stellantis à la pointe de la technologie.

Et sur les sites de Poissy et Mulhouse, ce n'est pas mieux. Dans de nombreux secteurs, c'est chaque année le même problème : on se les gèle ! Il serait temps de poser les gants, de mettre des moufles et de leur montrer de quel bois on se chauffe.

Lire sur notre site un article sur les conditions de travail à Stellantis Caen



Après Vencorex, les salariés d'Arkema mobilisés contre les licenciements

Depuis le lundi 13 janvier, les salariés de la plateforme chimique Arkema à Jarrie (Isère) maintiennent le site à l'arrêt, bloquant par la grève l'entrée et la sortie des matières premières et produits finis. Ils et elles protestent contre la fermeture de la partie sud du site. Sur les 340 emplois du site, 160 sont directement menacés. C'est l'absence de garanties sur le maintien de la moitié nord du site



qui a motivé la mobilisation. Mais, quel que soit le contour du projet que la direction doit présenter, il est déjà certain que les conditions de travail de l'ensemble des salariés du site seront visées.

ARKEMA LICENCIE MALGRÉ LES MILLIARDS DE PROFITS

La direction fait mine d'être contrainte à la fermeture par l'arrêt de l'activité de Vencorex. Mais, face aux propositions d'aménagements de l'intersyndicale, ce sont des arguments financiers qui sont opposés. La manœuvre est claire pour de nombreux salariés : la direction d'Arkema tente de se défaire en accusant Vencorex, dont la fermeture avait été annoncée début septembre. Arkema aurait largement les moyens de maintenir emplois et salaires : issu de Total,

le groupe a réalisé 1,5 milliard d'euros de profits en 2023 et près de 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

SORTIR DE L'ISOLEMENT : SEULE ISSUE POUR CONTRER LES PLANS DE LA DIRECTION

Bien organisés, les patrons de la chimie prennent soin d'annoncer leurs plans au coup par coup. En ciblant seulement le sud, la direction d'Arkema tendait un piège aux salariés soucieux de ne pas mettre en péril leur activité. Mais, un mois après, force est de constater que les salariés du nord du site qui ont repris le travail n'ont pas obtenu plus de garanties sur leur avenir. Malgré les liens existant avec les Vencorex qui occupaient encore l'entrée de la plateforme de Pont-de-Claix jusqu'au 30 décembre, la grève ne s'est pas étendue à d'autres entreprises. Cette politique de division se retrouve concernant les sites voisins d'Arkema : chez Framatome, Equans, RSA ou Air liquide, les salariés sont assurés que la fermeture ne les concerne pas. C'est pourtant bien en luttant ensemble que les salariés des différentes entreprises de la chimie pourraient empêcher les 15 000 licenciements prévus par le syndicat patronal



France Chimie pour les trois prochaines années.

Depuis début décembre, le piquet de grève réunit jusqu'à 200 salariés. En multipliant ces discussions et en se liant aux salariés menacés de licenciements dans la chimie, l'automobile et autres, les salariés pourraient se donner les moyens d'augmenter la pression sur leur direction, voire d'empêcher les licenciements. Ils ont tout intérêt à prendre contact, à tenter de coordonner leurs mobilisations et à les étendre afin qu'aucun ne se retrouve isolé face aux licenciements.

CORRESPONDANTS • 21/01/2025

SANTÉ À L'AP-HP AUSSI, L'ABSENCE DE BUDGET SERT DE PRÉTEXTE POUR IMPOSER DES MILLIONS D'ÉCONOMIES

La direction de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) a adopté un budget pour 2025 qui prévoit 103 millions d'euros d'économies, alors que les hôpitaux publics sont déjà exsangues. L'AP-HP pointe à juste titre qu'une bonne part de son « déficit » est dû à la non-prise en charge par l'État des dépenses de l'hôpital. Mais elle prétend aussi une prévision de baisse future des financements nationaux pour mettre les hôpitaux de Paris encore plus à la diète.

URGENCES : L'EFFONDREMENT ORGANISÉ

Totalement débordés, des dizaines de services d'urgence en France sont passés en « plan blanc », un dispositif qui permet d'installer une sorte d'état d'urgence à l'hôpital pour gérer la pénurie de tout. Attendre trois jours sur un brancard est devenu banal.

Depuis 2023, l'activité remonte, mais au profit du privé : + 1,8 % dans le public, + 6,3 % dans le privé. Un écart colossal qui voit les activités « profitables » (c'est-à-dire bien rémunérées par l'assurance maladie) monopoli-

sées par le privé. Pendant ce temps, ce sont les plans de suppressions d'emplois massifs avec des conséquences épouvantables sur ceux qui restent, et des patients qui attendent trois à quatre jours sur des brancards, provoquant des décès en chaîne pour absence de prise en charge...

DES GRÈVES VICTORIEUSES – À QUAND UNE RÉACTION COORDONNÉE ?

Des grèves ici ou là parviennent à arracher des embauches. Comme aux urgences de l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), où plus d'une dizaine de postes ont été obtenus, dont cinq immédiatement. Pour une fois, toutes les catégories de personnel sont entrées en grève ensemble. Et les grévistes sont allés voir ceux de l'hôpital Émile-Roux, un peu plus loin dans le département. C'est y aller tous ensemble qui permettrait d'imposer nos revendications, comme en 2020, où la coordination avait permis d'arracher la prime Ségur.

CORRESPONDANTS • 21/01/2025

Un article plus complet sur la politique de l'AP-HP peut être lu à cette adresse



De même qu'un autre sur la situation dans les urgences



Mégabassines : du gaz dans l'eau...

Le tribunal administratif de Poitiers a confirmé en octobre 2024 la décision de juillet qui avait jugé que le volume de prélèvements autorisés dans les nappes (notamment pour la bassine d'Oulmes nord, l'équivalent de 174 piscines olympiques) est « contraire au principe de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau » et l'a déclaré illégal.

Ce tribunal avait déjà annulé en 2023 le projet de quinze mégabassines du Poitou-Charentes. Et, en décembre dernier, la cour administrative d'appel de Bordeaux a déclaré quatre mégabassines illégales, dont celle de Sainte-Soline !

Le collectif « Bassines non merci ! »¹ rappelle « que, malgré la décision du 18 décembre, la bassine continue d'être remplie et qu'à présent, ce sont près de 30 000 m³ supplémentaires qui ont été prélevés illégalement ».

Mais qui est interpellé par la gendarmerie et se retrouve au tribunal en Vendée ou dans les Deux-Sèvres ? Les personnes qui dénoncent ce non-respect des

décisions de justice et l'impunité des gros irrigants. Les gardes à vue et les convocations en justice se succèdent.

Le 13 janvier, nous soutenions deux camarades convoqués suite à une enquête digne de l'antiterrorisme (balises sous les voitures, écoutes téléphoniques, inculpations au hasard) pour des faits dérisoires. Le financement de ces moyens policiers s'ajoute aux frais de la construction des bassines payées à 70 % par des fonds publics (au bénéfice de cinq agriculteurs pour celle d'Oulmes nord). Le délibéré sera rendu le 10 février.

Ce procès a été une occasion de rappeler qu'en Vendée, même l'eau potable est menacée. Les Vendéens boiront bientôt de l'eau recyclée issue d'usines de retraitement des eaux de leurs égouts² !

Face à notre avenir mis en péril, le combat contre les mégabassines ne peut que continuer.

CORRESPONDANTS • 21/01/2025

1. www.bassinesnonmerci.fr

2. « Programme Jourdain : en Vendée, recycler les eaux usées en eau potable », 12 février 2024, www.vendee.fr



LÉGISLATIVES PARTIELLES EN ISÈRE

Contre les politiques patronales, sexistes et racistes, ne comptons que sur nos luttes

Les 12 et 19 janvier se tenaient des élections législatives partielles à Grenoble. En octobre, la démission d'Hugo Prévost, élu NFP-FI accusé de violences sexistes et sexuelles, avait remis en jeu cette circonscription traditionnellement favorable à la droite. En présentant la candidature de Baptiste Anglade, travailleur social, et Raphaëlle Mizony, étudiante, nous avons exprimé la nécessité de ne compter que sur nos luttes pour en finir avec les politiques racistes, sexistes et patronales. Menée durant la période des fêtes, cette campagne a réuni 174 voix et une quarantaine de participants à notre réunion publique. Avec 442 voix en additionnant nos scores à ceux de Lutte ouvrière et du Parti des travailleurs, nous avons maintenu, malgré une forte abstention, le nombre de voix réalisé en juin dernier par LO, alors seule organisation révolutionnaire présente.

Candidate macroniste qualifiée au second tour, Camille Gailliard-Minier a finalement emporté le scrutin avec 20 171 voix et 64 % des suffrages, face à Lyes Louffok, candidat NFP-FI, travailleur social et militant des droits de l'enfant.

Dans les communes du Grésivaudan, Gailliard-Minier recueille près de 80 % : lieu de prédilection de la petite bourgeoisie, ces communes affichent un revenu médian annuel par foyer supérieur de 8 000 à 16 000 euros par rapport à Grenoble. Après les 20 % pour le RN en juin dernier dans ces territoires, LR et les macronistes ont cette fois-ci bénéficié d'un report des voix du candidat RN, l'odieux Alexandre Lacroix, partisan des « claques éducatives à 7 ans ». Ce dernier passe de 18 % à 11 %. À l'inverse, Nathalie Béranger, candidate LR, passe de 7 % à 17 %. L'extrême droite se maintient tout de même autour de 15 % dans ces communes.

Mais c'est surtout la faible mobilisation des électeurs ayant voté NFP en juin qui détermine l'issue du scrutin. En effet, si la candidate macroniste parvient à approcher les scores de juin dernier, le NFP perd plus de la moitié de ses électeurs. Cette abstention est particulièrement marquée à Grenoble, où la participation n'a pas dépassé les 35 % d'inscrits au second tour.

Bien que modestes, les résultats de notre candidature – avec ceux de LO et du PT – montrent le maintien d'un courant dépourvu d'illusions sur la gauche institutionnelle. Nous nous attacherons dans les mois qui viennent à favoriser les mobilisations contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires, contre les politiques racistes et sexistes, en solidarité avec les peuples qui subissent l'impérialisme au Moyen-Orient ou en Ukraine.

CORRESPONDANT • 20/01/2025



20 ans de la loi Veil légalisant l'IVG : une victoire pour les droits des femmes... malgré toutes ses limites

Le 18 janvier 1975, la loi dépénalisant l'avortement était promulguée, après un débat houleux au Parlement. Simone Veil avait alors affronté l'hostilité d'une partie de son camp, la droite. La misogynie, les préjugés réactionnaires de nombreux députés s'étant exprimés parfois de manière très violente.

UN PROBLÈME DE SANTÉ PUBLIQUE

Chaque année, il y avait entre 300 000 et un million d'avortements clandestins et environ deux cents femmes en mouraient. La peur de tomber enceinte pesait lourdement sur la vie sexuelle et intime des femmes avant qu'une mobilisation massive leur permette d'arracher ce droit à disposer librement de leur corps.

UNE MOBILISATION DE LONGUE HALEINE

Une mobilisation marquée par des manifestations et la médiatisation de la lutte, avec le manifeste des 343 en avril 1971, où des femmes, connues ou non, disaient avoir avorté, et le procès de Bobigny en 1972, où l'avocate Gisèle Halimi défendait cinq femmes qui comparaissaient pour avoir avorté et organisé un avortement, en faisant un procès pour le droit à l'avortement.

La création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (Mlac) en 1973 a été une composante essentielle de cette bataille, après la publication le 5 février 1973 dans le *Nouvel Observateur* d'un manifeste de 331 médecins déclarant pratiquer l'avortement illégal ou y aider. Ces médecins s'exposaient à des poursuites judiciaires et la création du Mlac a d'abord été motivée par la nécessité de mettre en place une association pour les défendre. Puis il est devenu la « base de la coopération de tous les courants favorables à la suppression de la loi répressive sur l'avortement » et a rassemblé des militantes d'organisations féministes comme le MLF, de syndicats, de partis politiques (LO et la LCR notamment).

DES FEMMES ET DES HOMMES QUI ONT AGI CONTRE UNE LOI RÉPRESSIVE

Des comités locaux se sont alors créés partout en France (entre 250 et 300). Ils tenaient des permanences, faisaient de l'information sur la contraception et l'avortement, organisaient des voyages pour avorter en Hollande ou en Angleterre.

Composés de médecins, soignantes et bénévoles non soignantes, des comités ont appris à pratiquer des avortements sécurisés, par aspiration du fœtus (ou « méthode Karman », du nom du médecin américain qui l'a mise au point). Un avortement gratuit et sécurisé, dans des conditions d'accueil de solidarité, d'entraide, devenait une solution bien préférable aux voyages à l'étranger.

C'est bien ce mouvement organisé à la base et défiant l'interdiction qui a mis la pression sur les pouvoirs publics de l'époque.

La loi présentait des limites certaines (par exemple des délais légaux courts couplés à un délai obligatoire de réflexion) et a mis en place des IVG légales mais dépendant entièrement des médecins (qui peuvent arguer d'une clause de conscience pour refuser de pratiquer cet acte) et de l'organisation de la santé. Ce qui dans une société patriarcale et capitaliste peut poser des problèmes (voir encadré).

PAR LILIANE LAFFARGUE • 18/01/2025

SOUTENEZ LE COMBAT
RÉVOLUTIONNAIRES

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES
TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE
NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

EN LIGNE
PAR CHÈQUE
PAR VIREMENT
OU PAR PRÉLÈVEMENT MENSUEL

npa-revolutionnaires.org/souscription



Le droit à l'IVG : une lutte toujours d'actualité

Si en 50 ans des avancées ont été faites – sur le remboursement de l'IVG, l'allongement du délai de 10 à 12 ou 14 semaines, la possibilité pour les mineures de choisir leur accompagnant, jusqu'à son inscription dans la Constitution – le droit à l'IVG reste fragile et toujours difficile d'accès. Sa remise

en question n'est pas au cœur du discours de l'extrême droite française actuelle, mais elle reste un motif d'attaques récurrentes de groupes réactionnaires. À titre d'exemple, le Syndicat de la famille, ex-Manif pour tous, continue de s'y opposer et des cyberattaques ciblent les centres IVG. Au-delà des oppositions idéologiques, l'accès reste matériellement difficile, parce que les budgets alloués sont ridiculement bas. Dans certains départements, un accès insuffisant oblige de nombreuses femmes à aller avorter plus loin. Une situation qui s'aggrave avec la fermeture de centres

d'IVG faute de moyens, et qui n'est qu'à peine contrebalancée par des sages-femmes à qui la pratique a été autorisée et régulièrement étendue. De fait, l'IVG rapporte peu et beaucoup de praticiens, pour ne pas la pratiquer, agitent la double clause de conscience, cadeau fait aux réacs pour faire accepter la loi, y compris ceux qui n'ont que des raisons financières de le refuser. La génération de médecins militants des années 1970 a commencé à disparaître sans qu'une relève ne soit pleinement assurée.

PAR MARINETTE WREN
• 21/01/2025

LIVRES

NE JAMAIS RENONCER – VACCINS ARN, COVID : L'AUTOBIOGRAPHIE DE LA FEMME QUI A SAUVÉ DES MILLIONS DE VIES

KATALIN KARIKÓ

Quanto, 2024, 312 p., 24 €

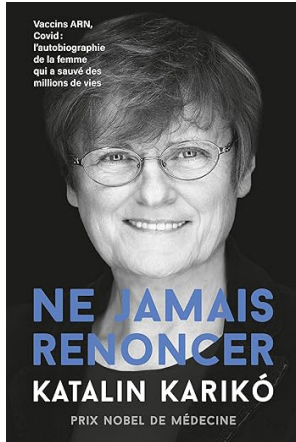
Le parcours de certaines personnes est parfois le meilleur démenti à tous les discours xénophobes, machistes, complotistes et basement mercantiles. C'est le cas de celui de Katalin Karikó, biochimiste hongroise à l'origine des vaccins à ARNm utilisés notamment contre le Covid-19, qu'elle raconte dans son autobiographie.

Née en Hongrie peu avant l'insurrection de Budapest de 1956, durant laquelle la jeunesse et les ouvriers hongrois se révoltèrent contre le régime stalinisé, elle décrit fièrement comment une jeune fille aux origines sociales modestes est devenue une scientifique mondialement reconnue. Le récit de ses premières années relate de manière vivante le paradoxe d'un système qui permet à une proportion non négligeable des enfants des classes populaires d'accéder à un enseignement poussé, tout en muselant toute velléité de critique politique.

Ce livre est aussi un vibrant hommage à la recherche scientifique fondamentale, menée par des femmes et des hommes déterminés avant tout à faire progresser la connaissance humaine. Et il en faut de la détermination pour résister d'abord aux pressions de la police politique hongroise puis, après son installation aux États-Unis en 1985 avec 900 dollars en poche, à celles d'un directeur de laboratoire tyrannique capable de saboter une carrière scientifique d'un coup de fil. Sans parler des pressions financières de l'université mesurant la qualité d'une recherche aux « dollars par mètre carré » de laboratoire occupé.

Malgré le soutien de sa famille et de certains de ses collègues, la scientifique a vécu une traversée du désert, reléguée pendant de longues années dans un laboratoire sans fenêtre, défendant sans relâche l'intérêt thérapeutique de l'ARNm, alors que les institutions scientifiques n'y voyaient qu'une lubie d'une chercheuse de second rang, incapable de trouver des financements à son travail. Jusqu'en 2013, quand des entreprises de biotechnologies, attirées par la manne financière qui s'annonçait, ont acheté à bas prix l'exclusivité des brevets concernant ses découvertes.

Enfin, c'est cette pandémie mondiale de 2020, qui a paralysé l'économie mondiale et a fait la fortune des laboratoires pharmaceutiques ayant misé sur l'ARNm, qui a aussi consacré les travaux de Karikó, lui valant le prix Nobel de médecine en 2023. Le récit du développement du vaccin montre d'ailleurs comment des scientifiques de toutes origines, libérés temporairement des entraves du profit à court terme, ont collaboré afin de venir à bout de ce virus. Si, comme elle le souligne fort justement, sa célébrité est le fruit de nombreux facteurs, Karikó reste persuadée qu'elle n'y serait jamais parvenue sans un élément crucial : la persévérance. Car c'est le fil rouge de ce livre : ce qui fait qu'on peut changer le monde, c'est la passion et la conviction dans ses idées. À ces deux mots, les révolutionnaires ajouteraient bien : « Scientifiques de tous les pays, unissez-vous ! »



DANSE AVEC TES CHÂÎNES

ANAËLLE JONAH

Fayard, 2024, 350 p., 22,90 €

Ce premier roman d'Anaëlle Jonah, publié à la rentrée littéraire 2024, traite de ce sujet encore peu connu (voir encadré ci-dessous). Le titre est inspiré d'une citation de Nietzsche : « la liberté c'est de savoir danser avec ses chaînes ».

1974 : Marie-Thérèse, avant-dernière d'une fratrie de quatre enfants réunionnais, se réjouit de partir en France, dont une carte postale de Notre-Dame de Paris la fait rêver. Sa mère, veuve et pauvre, vient d'accepter la proposition d'une assistante sociale d'envoyer ses enfants en France métropolitaine, où de grandes études les attendent.

C'est le début d'un long périple, d'une institution religieuse à La Réunion à un foyer d'accueil à Guéret (Creuse), où la fratrie est séparée, malgré les promesses contraires. Marie-Thérèse et son jeune frère Joseph finissent par être confiés à un couple d'agriculteurs

creusois et là, les masques tombent. Il n'est pas question d'aller à l'école, alors que Marie-Thérèse adorait ça. Il faut travailler à la ferme, dans des conditions très pénibles et sous les coups et humiliations de l'homme de la maison.

Alternant le récit du quotidien malheureux des enfants, de leurs tentatives pour s'en sortir, avec le retour des années plus tard de Marie-Thérèse à La Réunion, le roman est d'une lecture poignante. Et nous met en rage devant les mauvais traitements infligés à ces enfants, car tout fictionnels soient-ils dans le roman, ils rendent bien compte des conséquences d'une décision politique colonialiste de l'État français.

PAR LILIANE LAFFARGUE • 19/01/2025



« Les enfants de la Creuse » un scandale d'État encore méconnu

Entre 1962 et 1984, un peu plus de 2 000 mineurs de tous âges ont été envoyés de La Réunion en France métropolitaine dans des départements ruraux en proie à la désertification (majoritairement dans la Creuse, mais aussi dans le Tarn, en Lozère ou dans le Gers).

Ces enfants relevaient de l'aide sociale à l'enfance : une minorité d'entre eux étaient orphelins, la grande majorité venaient de familles pauvres à qui on a fait miroiter de grandes études en France. Il n'en a rien été ! Après le passage par des foyers ou institutions religieuses, ils étaient confiés à l'adoption, souvent à des familles d'agriculteurs pour lesquels ils sont devenus une main-d'œuvre non payée bien utile.

L'historien Yvan Jablonka¹, parle d'une « mise en esclavage ». De nombreux cas de maltraitance ont été rapportés.

Cette vaste opération aux relents colonialistes (rappelons que le vol d'enfants à des familles locales a été le fait de toutes les nations coloniales, pour des prétextes d'évangélisation notamment) a été organisée par l'administration française, sous la houlette de Michel Debré, l'auteur de la Constitution de la V^e République, Premier ministre et député de La Réunion. Selon des témoins, il aurait refusé d'entendre les avertissements sur les traumatismes infligés à ces enfants arrachés à leur famille.

Il s'agissait pour les responsables français de répondre à la

situation de forte croissance démographique à La Réunion combinée à une pauvreté certaine tout en traitant la question de l'exode rural qui vidait les campagnes françaises.

L'affaire a commencé à être dénoncée par le Parti communiste réunionnais en 1988, mais c'est seulement dans les années 2000 qu'elle a été médiatisée. En 2014, la responsabilité morale de l'État français a été reconnue par le Parlement... mais il n'est toujours pas question de réparation financière ! Les concernés voulant y retourner ont eu droit à un billet d'avion, trois jours d'hébergement sur place et une aide psychologique. Quelle générosité !

PAR LILIANE LAFFARGUE • 20/01/2025

1. Son livre-enquête est paru en septembre 2007 aux éditions du Seuil : *Enfants en exil – Transfert de pupilles réunionnais en métropole (1963-1982)*. Ivan Jablonka était également invité à l'émission *Affaires sensibles*, du 30 août 2018, intitulée : « Les Réunionnais de la Creuse, le grand préfet et les déracinés », disponible en podcast sur le site de Radio France.



PHOTO : COLLECTION JEAN-CHARLES PITOU.

PAR SIMON COSTES • 18/01/2025

Frontex : vingt ans de bras armé contre les migrants

L'agence Frontex fête ses vingt ans sur le dos des 30 000 morts en Méditerranée entre 2014 et 2024. Chargée de mener le tri barbare aux frontières européennes, elle est régulièrement épinglée par les ONG pour ses push backs illégaux et la brutalité policière qu'elle encourage à tous les niveaux. Par la main des garde-côtes turcs qui ont causé la mort de sept personnes le 17 janvier en mer Égée, ou à Calais quand les flics gazent les tentes de ceux que la misère et la guerre poussent en avant. Avec un tel pedigree, pas étonnant que l'ancien patron de Frontex soit maintenant député européen RN.

L'OPÉRATION MAINS PROPRES : DÉPORTATION DES RÉFUGIÉS CONTRE GROS CHÈQUES

Pour mener à bien la chasse à l'homme, Frontex dispose de 845 millions d'euros. Un budget qui a explosé depuis sa création (6 millions en 2005). De quoi arroser les géants de l'armement pour équiper sa petite armée, répartir les parts de marché dans le BTP pour les centres de rétention... Tout en organisant la sous-traitance des frontières avec les milices libyennes et les gouvernements turc, marocain ou tunisien. Cette politique anti-migrés de l'Europe, dont Frontex est le bras armé, est hypocrite en plus d'être criminelle.



LESBOS, 2020, MICHAEL VARAKLAS AP

Fermer les frontières les rend seulement plus dangereuses, en encourageant rackets, traite et viols. L'agence fête ses « succès » de 2024 avec - 38 % d'entrées irrégulières, pendant que les gouvernements de droite comme de gauche grossissent l'arsenal des lois anti-migrés.

DE L'AIR, DE L'AIR, OUVREZ LES FRONTIÈRES !

Les patrons de l'auto, du BTP ou de l'agroalimentaire profitent de ce contrôle sans pitié sur la partie la plus isolée des travailleurs, désignés comme boucs émissaires de tous les problèmes. Il faut leur imposer le triple chantage emploi-logement-papiers et leur pourrir la vie pour les forcer à tout accepter. Les travailleurs, immigrés ou non, avec les « bons » papiers ou non, ont tout à gagner à se débarrasser de Frontex, des frontières et des États bourgeois avec eux. Alors battons-nous pour obtenir les régularisations et la liberté de circulation pour tous, pour mettre fin aux violences racistes et à la misère sociale imposée par le patronat.

PAR ALEXIS MICSHEN • 18/01/2025

LES COUPES BUDGÉTAIRES FRAPPENT LES UNIVERSITÉS. ALLONS CHERCHER L'ARGENT DANS LES POCHES DU PATRONAT !

Depuis des années, le gouvernement enchaîne les coupes budgétaires dans les universités comme dans l'ensemble des services publics. Le nombre de facs déficitaires a doublé en une année, passant de 30 à 60 en 2024, soit les trois quarts des universités qui se retrouvent dans le rouge.

Ce déficit très élevé impactera autant le personnel que les étudiants. Suppressions de places en licence et en master, vagues de licenciements du côté du personnel, réductions des aides sociales, avec des licenciements d'assistantes sociales ou dans la médecine préventive, sans parler d'une forte dégradation des conditions d'études. Par exemple, l'université Grenoble-Alpes prévoit d'arrêter de chauffer les salles de cours pendant quatre ans, de fermer le centre de santé étudiante et de supprimer l'intégralité des aides sociales aux étudiants pendant sept ans, de réduire de 4 000 le nombre de places en licence et en master, tout en supprimant 1 000 emplois jeunes pendant dix ans. L'université de Rouen-Normandie prévoit de baisser les capacités d'accueil sur Parcoursup, et donc le nombre de places pour les futurs bacheliers, de fermer plusieurs sites délocalisés de l'université en réduisant son offre de formation, et de revoir à la baisse, voire de stopper la rénovation des bâtiments... À Nanterre, 30 % des moyens prévus pour les formations en licence vont être supprimés, entraînant la suppression de postes administratifs, pédagogiques et de places pour les futurs étudiants.



d'annoncer des bénéfices records de 72,8 milliards d'euros. Le gouvernement avait adopté à l'été 2024 une loi de programmation militaire prévoyant 417 milliards d'euros pour l'armée. Prenons l'argent là où il est ! Refusons la moindre suppression de moyens à l'université. C'est une attaque contre les salariés de l'enseignement supérieur, contre tous les étudiants ainsi que tous les jeunes qui envisagent de poursuivre des études, en premier lieu ceux issus de la classe ouvrière et qui en sont de plus en plus exclus !

Il faut nous donner les moyens d'organiser la mobilisation la plus forte possible dans les universités pour exiger un financement à hauteur des besoins et qui puisse résonner avec les autres luttes potentielles contre les attaques patronales. Le NPA jeunes Révolutionnaires s'adresse aux autres organisations de jeunesse pour envisager des initiatives en ce sens.

PAR N. V. • 19/01/2025

Les universités ne sont pas les seules à subir une « cure » d'austérité : hôpitaux, éducation, fonction publique... et licenciements dans l'industrie. Ne soyons pas dupes, l'argent existe et il coule à flot. Les actionnaires des 40 plus grandes entreprises françaises viennent

Après Twitter, Facebook se couche devant Trump

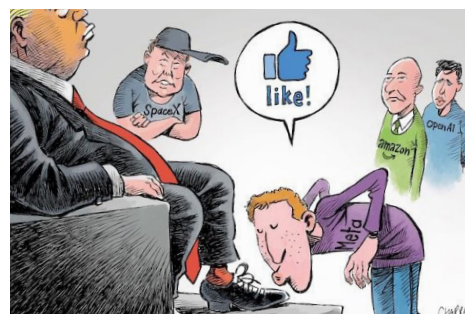
Avec une fortune qui s'étend à plus de 210 milliards d'euros et une entreprise, Meta, qui rassemble les réseaux sociaux les plus utilisés au monde (Facebook, Instagram, WhatsApp), Zuckerberg est un patron très attaché à la bonne tenue de ses affaires. Après avoir soutenu Kamala Harris, qui a échoué face à Trump, Zuckerberg retourne sa veste et s'aligne sur Elon Musk.

Le patron de Meta met non seulement la main à la poche pour l'investiture de Trump, mais il annonce sa participation à l'offensive médiatique masculiniste et réactionnaire, avec notamment la suppression du programme de diversité et d'inclusion au sein de son entreprise, mettant un terme à sa volonté de rééquilibrer les inégalités d'accès à l'emploi pour les hommes et femmes (35 % des salariés) ou de faciliter l'embauche pour les minorités les moins représentées. L'heure est à la « positivité masculine » !

La seconde mesure annoncée porte sur la fin de la collaboration de Meta avec les organisations de vérification d'informations comme l'Agence France-Presse (AFP), sous prétexte que les « fact-checkers » seraient les nouveaux censeurs du xix^e siècle. Pour les patrons de la tech, la liberté d'expression sert

de porte-drapeau à la diffusion des contenus d'extrême droite et complotistes. Qui pouvait croire que des milliardaires allaient protéger le public de la désinformation ? Pour conserver sa position dirigeante dans la société, la bourgeoisie utilise toutes les armes à sa disposition, dont les médias. Quant à la bourgeoisie européenne, face au bras de fer engagé par Trump et la tech américaine, elle se fait la porte-parole de la lutte contre la désinformation, comme si les Macron et compagnie ne multipliaient pas eux-mêmes les mensonges. Mais pas sûr que les classes populaires en lutte soient destinées à être paralysées par leurs algorithmes.

PAR N. V. • 21/01/2025



SPORT

Fin décembre, la sauteuse à ski Selina Freitag dénonçait les différences de récompenses offertes aux vainqueurs entre hommes et femmes dans le ski de haut niveau : 3 200 euros pour les hommes, mais gel douche, shampoing et serviettes pour les femmes... Énième symptôme d'une société qui charrie inégalités et oppressions, notamment dans le sport, et qu'il nous tarde de mettre à la poubelle !

ABONNEZ-VOUS

6 MOIS 20€
OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€
OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

• PAR CARTE BLEUE
<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>

• PAR VIREMENT
Envoyez un mail à
abonnement@npa-revolutionnaires.org



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES